

18 OCTOBRE :

EXIGEONS PARTOUT DES HAUSSES DE SALAIRES



À chaque fois qu'une grève dure,
les discours anti-grève se multiplient dans le pays. C'est le cas
alors que, depuis trois semaines, les salariés des raffineries et les
dépôts de carburant de Total et d'Esso sont en grève, réclamant
des hausses de pouvoir d'achat en rapport avec la hausse des prix
et les profits extraordinaires réalisés par ces deux multinationales.

Évidemment, ce mouvement social entraîne des difficultés pour les Français, montrant au passage que la dépendance de la population aux carburants fossiles est toujours très forte : 75% des Français en ont besoin pour aller travailler.

À entendre le patronat, le gouvernement et plusieurs médias, cette grève ne serait pas légitime. Mais quand on fait grève pour exiger une négociation, difficile de ne pas faire une grève « préventive ». Une éventuelle réquisition par l'administration des sites concernés, outre qu'elle irait à l'encontre du droit constitutionnel à la grève, constituerait une manœuvre d'intimidation contre tous les salariés envisageant de défendre leur pouvoir d'achat dans la période, et ils sont nombreux.

Plutôt que de montrer du doigt les salariés qui luttent pour le maintien de leur pouvoir d'achat et une participation financière aux résultats de leur entreprise, il serait souhaitable de pointer qui a mis au point cet oligopole privé super-rentable, peu soucieux du sort de ses salariés et fortement financé par l'État. On parle ici de Total, qui a réalisé 5,7 milliards de dollars de bénéfice au deuxième trimestre 2022, qui a bénéficié massivement des 1,2 milliard d'euros de la « remise énergie » budgétés en 2022 et qui prévoit des dividendes de 2 milliards d'euros pour ses actionnaires en 2022. À la lecture de ces chiffres, on se demande qui prend qui en otage...

Aujourd'hui, des mouvements de grève durables sont lancés. Côté Total, la grève concerne la bioraffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), la plus grande

raffinerie de France à Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime), les raffineries de Donges (Loire-Atlantique), Carling (Moselle), Feyzin (Rhône) et Oudalle (Seine-Maritime), dépôts de carburants de Grandpuits (Seine-et-Marne) et de Flandres (Nord). Côté ExxonMobil, la plateforme de Port-Jérôme-Gravenchon (Seine-Maritime) et la raffinerie de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) sont concernées.

Pour nous, ce mouvement social n'est pas isolé. Il rejoint les aspirations des travailleurs français et nous permet d'identifier leurs revendications massives :

- la hausse générale des salaires ;
- l'indexation des salaires sur les prix ;
- la taxation des profits.

Dès à présent, pour le maintien et l'amélioration de notre pouvoir d'achat :

- comprenons le bien-fondé de la grève des raffineurs ;
- soutenons leur mouvement, s'il le faut par une contribution aux caisses de solidarité mises en place pour les aider ;
- participons aux actions qui se multiplient dans le pays depuis la journée réussie de mobilisation du 29 septembre ;
- poussons, dans nos entreprises, à des assemblées générales, afin d'identifier les revendications majoritaires des salariés ;
- montrons notre détermination, y compris dans les secteurs de l'information et de la communication ;
- obtenons les hausses de salaires conformes à nos besoins et à ceux de nos familles.

**LE 18 OCTOBRE,
PARTOUT EN FRANCE
TOUS EN GRÈVE
ET EN MANIFESTATION
POUR NOS SALAIRES**

